

*Subsides*

l'année financière 1980. C'est aussi reconnaître le dur labeur des femmes dans les entreprises agricoles.

L'agro-alimentaire répond pour environ 17 p. 100 de la consommation totale d'énergie. Il sera par conséquent durement éprouvé par la politique énergétique malavisée du gouvernement, qui promet déjà de créer plus de problèmes qu'elle n'en résoudra. L'autosuffisance en matière d'énergie semble déjà compromise.

Le budget ne parle pas d'exempter les carburants utilisés pour la production d'aliments de la taxe fédérale d'accise, comme le proposait le budget Crosbie. Il ne prévoit pas de crédit d'impôt à l'énergie, comme le proposait le budget Crosbie, pour aider les Canadiens à revenus faibles ou moyens à s'adapter aux coûts croissants de l'énergie. Comment peut-on demander à l'agriculteur canadien de donner l'exemple quand le gouvernement fédéral en est lui-même incapable?

Le gouvernement progressiste conservateur a fait preuve d'initiative l'an dernier dans les diverses propositions de son budget et de son programme énergétique. Plusieurs propositions du budget Crosbie ont été reprises par le gouvernement actuel et j'espère que le ministre et son gouvernement aideront aussi les agriculteurs à mieux jouer le rôle important qui leur revient dans l'économie canadienne.

L'été dernier, bon nombre d'agriculteurs des comtés de Frontenac, Lennox et Addington ont expédié du grain du Manitoba dans le cadre du programme d'aide au transport du foin. En vertu du même programme, l'Ontario a expédié du foin par chemin de fer aux agriculteurs du Manitoba pour les aider à surmonter la pénible sécheresse. Je crois que le transport était subventionné à la fois par les sociétés ferroviaires, le gouvernement fédéral et celui du Manitoba. Un bon nombre de cultivateurs ontariens se sont empressés d'aider les agriculteurs manitobains en vendant du foin à des acheteurs qui l'expédiaient dans l'Ouest. Cependant, un grand nombre de cultivateurs de ma circonscription n'ont pas encore touché tout l'argent auquel ils ont droit. Il y a désaccord au sujet de la qualité et du poids du foin expédié, ainsi que sur les responsabilités financières dues à ces divergences. Le ministre de l'Agriculture peut-il nous dire s'il est au courant des difficultés mises en lumière par l'instauration de ce programme d'urgence et quelles mesures lui et ses fonctionnaires envisagent pour faire disparaître ces divergences qui préoccupent gravement les agriculteurs du Manitoba et de l'Ontario.

Le gouvernement fédéral a renié une autre de ses promesses en refusant dernièrement de financer CanFarm. Comme les députés le savent, CanFarm a été administré par Agriculture Canada en collaboration avec les provinces et les universités avant d'être repris par un consortium d'organismes agricoles et coopératifs en mars 1979.

CanFarm comprend une sorte de répertoire agricole électronique ainsi qu'un service de planification financière ayant des bureaux partout au Canada. Les programmes administrés par CanFarm sont très utiles aux agriculteurs canadiens puisqu'ils contribuent à accroître leur productivité grâce à l'analyse informatique de leurs opérations commerciales.

Le gouvernement a tenté de supprimer CanFarm en 1978 par un série de restrictions financières. Ensuite, après s'être rendu compte de l'utilité de CanFarm, le gouvernement a accepté d'accorder au consortium des subventions et des garanties de prêts. Le gouvernement fédéral a promis de

garantir un prêt de 4 millions et d'octroyer des subventions de 1.2 million à CanFarm durant ses trois premières années d'activité, pour faciliter la période de transition.

Le gouvernement progressiste conservateur respectait ces engagements, mais le gouvernement actuel vient de manquer à ses promesses de financement en annulant le versement de toute autre subvention d'appoint à CanFarm. Ce n'est qu'une autre promesse touchant l'agriculture que le gouvernement actuel n'a pas tenue. J'ai reçu des lettres et des télégrammes de commettants et d'associations qui s'inquiètent de ce que le gouvernement ait arrêté de financer CanFarm. Je partage l'inquiétude de ces gens qui considéraient CanFarm comme un service vital et qui craignent d'avoir à affronter de graves difficultés s'ils en sont privés.

Depuis sa privatisation, CanFarm a déployé beaucoup d'efforts pour organiser et agencer ses services afin de pouvoir répondre aux besoins des agriculteurs. Ses cadres travaillent à accroître le nombre d'agriculteurs qui ont recours à ses différents services. Dans le rapport annuel de 1979 de CanFarm, son président, M. Peter Hannam, déclarait:

Tout est maintenant prêt pour permettre une expansion laissant derrière les douleurs de croissance de 1979 et pour tirer profit des possibilités qu'offriront les années 80.

Il notait également que les membres fondateurs des services coopératifs de CanFarm—environ 14 associations et coopératives agricoles—ont fait œuvre de pionnier en établissant la première coopérative de gestion agricole nationale du Canada.

La décision du ministre de refuser à CanFarm toute autre subvention d'appoint semble vouloir dire que le ministre tourne le dos à toutes les possibilités des années 80, et qu'au lieu de calmer les douleurs de croissance de CanFarm, il essaie de lui administrer le coup de grâce.

Pour réussir, toute transformation d'une entreprise ou d'un organisme comme CanFarm demande du temps, de l'aide, du travail intensif et des fonds. Le programme CanFarm est conçu en vue d'aider l'agriculteur canadien. Comme je l'ai mentionné, l'agriculture est un élément vital de notre économie.

Nous entendons continuellement parler de programmes gouvernementaux qui fournissent des fonds, des biens et des services à d'autres pays pour les aider à établir différents services. Tout cela est louable, mais il ne faudrait pas que les services dont nous avons besoin chez nous au Canada en souffrent. En lui refusant le financement nécessaire, le ministre et son gouvernement refusent d'aider CanFarm. C'est un montant insignifiant comparé aux dépenses énormes du gouvernement. Ce programme a pour but d'aider les agriculteurs canadiens qui veulent améliorer leur industrie, industrie sur laquelle le Canada s'est édifié.

Si le Canada peut aider à coups de millions de dollars des projets réalisés à l'étranger et dépenser, comme nous l'avons appris récemment, encore 17 millions de dollars en réclame au Canada pour faire mousser les malencontreuses propositions constitutionnelles du gouvernement, le ministre aurait-il l'obligance de nous expliquer pourquoi son gouvernement a décidé de retirer son aide financière à CanFarm, programme canadien qui aidait les agriculteurs du Canada?

Pourquoi les priorités de dépenses du gouvernement sont-elles aussi mal agencées, et pourquoi continue-t-il à négliger et à insulter les agriculteurs? Je me rends compte du rôle consi-